Marcel FOURNIER
sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

(1979)

“La question nationale : les enjeux”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marcel Fournier, "La question nationale : les enjeux". Un article publié dans la revue *Possibles*, Montréal, vol. 1, no 2, hiver 1977, pp. 7-18.

M. Marcel Fournier est sociologue à l'Université de Montréal et directeur de la revue *Sociologie et Sociétés*.

[M. Fournier nous a autorisé à diffuser la totalité de son œuvre publiée au Québec, le 12 décembre 2002]

marcel.fournier@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 4 avril 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Introduction](#)

[Nationalisme, État et petite-bourgeoisie](#)
[Socialisme et indépendance](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La victoire du Parti québécois est indéniablement un événement historique de toute première importance puisqu'elle affecte profondément la dynamique non seulement des rapports entre les groupes ethniques canadiens-français et canadiens-anglais, mais aussi les rapports entre les classes sociales au Québec et au Canada. La force actuelle du P.Q. est de s'être acquis l'appui d'éléments du mouvement ouvrier en manifestant "ses sympathies à l'égard des travailleurs", mais sa grande faiblesse est de n'être pas un parti qui puisse véritablement défendre tous les intérêts de la classe ouvrière. Il est même à craindre que dans le contexte économique nord-américain et dans le cadre politique canadien, la marge de manœuvre d'un tel parti soit si limitée qu'il soit contraint à gérer la "crise" et à le faire au dépens même de la classe ouvrière, à moins évidemment que celle-ci ne soit politiquement et syndicalement bien organisée. C'est pourquoi, même si la présente équipe ministérielle et parlementaire possède une forte capacité de réaliser d'importantes transformations sociales et politiques, celle-ci doit être l'objet d'une vigilance et d'une critique constantes afin d'éviter que la (nouvelle) petite-bourgeoisie qui contrôle le Parti québécois ne se serve du nationalisme que dans le seul but de se constituer, par l'intermédiaire de l'État québécois et en accord avec la bourgeoisie américaine, en une bourgeoisie nationale. Mais il ne semble pas que la réalisation d'une indépendance politique totale, qui objectivement ne sert pas les intérêts de la bourgeoisie canadienne, ne puisse être possible sans l'appui explicite de la classe ouvrière québécoise dont les sentiments proprement nationalistes sont demeurés jusqu'à date très discrets.

La question principale n'est donc pas de demander comment S'effectuera l'indépendance (un ou plusieurs référendums, droit de vote des Québécois de langue anglaise, négociations avec le Gouvernement canadien, maintien d'une monnaie commune, etc.), mais bien dans quels intérêts et sur la base de quelles alliances. En d'autres termes, si l'on veut rendre compte du développement d'un mouvement nationaliste au Québec et en cerner la signification politique, il ne suffit pas d'étudier les conditions (économiques, sociales, etc.) objectives de la nation opprimée : l'analyse doit aussi déterminer les intérêts que divers groupes, classes et fractions de classes ont à être nationalistes et à l'être différemment.

Nationalisme, État et petite-bourgeoisie

[Retour à la table des matières](#)

Il ne semble faire aucun doute que le nationalisme aie été, depuis plusieurs décennies, une composante constante de l'idéologie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la bourgeoisie québécoise francophone. Tout en demeurant ambivalents à l'égard de l'idée de l'indépendance, les membres des professions libérales (médecins, avocats, notaires, dentistes, prêtres, etc.) qui, parmi les occupations dites de grand prestige et de hauts revenus, sont celles où le pourcentage de francophones est le plus élevé ; ont en effet toujours, depuis les années, 1920, manifesté publiquement leurs sentiments nationalistes: dans le cadre de l'A.C.J.C. et de l'Action française, au sein de l'O.J.C., lors des assises des États généraux, etc. À divers moments, des commerçants, des artisans et des petits entrepreneurs québécois de langue française ont aussi appuyé le mouvement nationaliste en tentant de faire adopter des politiques d'achat chez nous et d'appui du gouvernement provincial aux petites et moyennes entreprises. Quant aux intellectuels québécois, ils sont apparus, comme d'ailleurs les intellectuels de toute collectivité nationale minoritaire ou opprimée, rapidement nationalistes et ont participé activement à la constitution d'une identité nationale en rappelant constamment à l'ordre leurs compatriotes

dont les sentiments nationalistes fléchissaient ¹. Écrivains, artistes et chansonniers se sont ainsi étroitement liés au mouvement indépendantiste et s'en sont faits les chantres : ceux-ci sont même devenus, aux yeux de plusieurs, les "prophètes" de la victoire péquiste du 15 novembre dernier. De même, les professeurs dès niveaux élémentaire, secondaire, collégial et universitaire et les chercheurs, en particulier les spécialistes en sciences humaines et sociales, ont en grand nombre adhéré au programme politique du Parti québécois et ont milité au sein du parti. À un point tel que certains militants et permanents de la C.E.Q. ont qualifié le Parti québécois de "parti des membres de la C.E.Q." et ont mis de l'avant la stratégie de la "main tendue et de l'œil ouvert" ²...

Plus que tout autre groupe ou classe sociale, la petite-bourgeoisie québécoise de langue française, en particulier sa couche intellectuelle, a nettement intérêt à maintenir et à consolider l'identité nationale puisque son principal capital est culturel (maîtrise de la langue, connaissance de l'histoire politique, sociale et littéraire, etc.) et que celui-ci ne peut être facilement mis en valeur que sur le marché national. Pour l'intellectuel québécois, la défense d'une langue et d'une culture est indissociable de la défense d'un métier et d'un marché. Et dans une certaine mesure, il en est de même pour tous ceux qui veulent conserver une clientèle "ethnique" et qui craignent que la dissolution du marché national n'entraîne la perte d'un (certain) monopole. À la limite, seule une subversion des rapports politiques entre les groupes ethniques canadiens-français et canadiens-anglais a des chances de transformer profondément le champ de productions de biens symboliques et linguistiques de façon à entraîner le renversement des rapports de domination symbolique et de la hiérarchie des valeurs attachées à la langue concurrente, qui est l'anglais, et à assurer, pour ceux-là même qui produisent et diffusent en langue française des savoirs et une culture, les conditions mêmes du maintien et de l'amélioration de leur position sociale.

Néanmoins, jamais cette petite-bourgeoisie francophone n'a remis en question d'une façon aussi décisive qu'aujourd'hui le système confédératif lui-même ; tout au plus revendiquera-t-elle une modification de la division ethnique du travail, qui s'est traduite, au plan politique, par le bilinguisme. Ce n'est en fait qu'au moment où, corrélativement au développement du capitalisme de

¹ Dès le début des années 1920, les intellectuels nationalistes de la revue *l'Action française* alors dirigée par l'abbé Lionel Groulx, dénoncent la mollesse de l'élite canadienne-française, les stériles bavardages des politiciens et l'abdication de la bourgeoisie canadienne-française, qui, entre autres par les mariages mixtes, accepte et cherche l'assimilation. (Lamarche, Y., "Position sociale des intellectuels et nationalisme : le cas de *l'Action française*", in *La philosophie au Québec*, Montréal, Bellarmin, 1976, pp. 153-179). Cette action de vigilance nationaliste est poursuivie par la revue *L'Action nationale* : un des textes les plus virulents de son principal animateur, François-Albert Angers, est consacré à Louis St-Laurent, alors premier ministre du Canada, et au R.P. Georges-Henri Lévesque, o.p., membre de la Commission Massey, qu'il considère comme "deux modèles d'inconscience".

² Sacy, Hubert, in *La Presse*, 11 janvier 1977. p. 5

monopole³, le poids de cette classe sociale, en particulier au sein de la classe dominante, et aussi sa force politique s'affaiblissent, que le mouvement nationaliste s'élargit et se transforme en un véritable parti politique indépendantiste. En d'autres termes, la conversion du nationalisme culturel au nationalisme politique de la petite-bourgeoisie, et aussi, faut-il préciser, de certains éléments de la bourgeoisie québécoise francophone correspond à leur re-conversion sociale.

Avant d'être culturelle ou idéologique, la crise que connaît le Québec au cours des années 1950 et 1960 est en effet d'abord structurelle : la "fin de l'unanimité", la disparition du consensus idéologique et l'effritement du nationalisme culturel sont beaucoup moins le "fruit" du seul travail d'intellectuels qu'un effet du fractionnement de la classe dominante canadienne-française qui doit répondre aux exigences contradictoires de sa propre reproduction et de la reproduction des rapports (de domination) entre les groupes ethniques canadiens français et canadiens-anglais. La diminution, dans la structure sociale québécoise, du poids des professions de la petite entreprise et du commerce et des professions libérales, militaires et religieuses n'est d'aucune façon un phénomène indépendant de l'apparition de nouvelles couches et catégories sociales (par exemple, les scientifiques et les techniciens, les spécialistes en sciences humaines et sociales et en marketing, les cadres moyens des services médicaux et sociaux, les spécialistes de la production et de la diffusion de biens culturels etc.) : en raison des importantes transformations du champ économique et des structures mêmes de l'entreprise, la petite bourgeoisie dite traditionnelle, qui est au Québec largement composée de francophones, ne peut se maintenir qu'en se fractionnant (en une nouvelle petite-bourgeoisie) et en modifiant la structure de son capital économique et culturel. Cette stratégie, qui en est une de re-conversion, n'est cependant possible que par un investissement nouveau⁴ dans l'enseignement et aussi, en raison de la faiblesse du capital économique de cette classe, par un recours systématique à l'État provincial : la "Révolution tranquille", qui entraîne la réforme du système d'enseignement et la modernisation de l'appareil d'État, en est une des expressions.

Il serait tentant, sur la base de la littérature consacrée depuis quelques années à l'État, d'affirmer que les transformations récentes de l'État provincial

³ Cette transformation s'amorce, faut-il remarquer, dès la fin du XIX^e siècle (Paul-André Linteau, "Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise, 1850-1914", *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 30, No. 1, juin 76, p. 56-60).

⁴ Les quelques études qui ont porté sur le système universitaire québécois des années 1960 et qui ont rapidement conclu à la démocratisation de ce système, ont habituellement ignoré le fait que plus de 25% des pères des étudiants inscrits dans les universités francophones sont des petits administrateurs et des *commerçants* (Jacques Brazeau, Jacques Dofny, Gérald Fortin et Robert Sévigny, *Les résultats d'une enquête auprès des étudiants dans les universités de langue française du Québec*, Rapport soumis à l'AGEL, l'AGEUM et l'AGEUS, département de sociologie, Université de Montréal, 1962).

québécois correspondent à la "fusion" de l'État et des monopoles et donc à son contrôle (hégémonique) par la bourgeoisie monopoliste.

L'on pourrait même, dans le cadre de cette problématique, formuler l'hypothèse que la "Révolution tranquille" n'était qu'une stratégie élaborée par la bourgeoisie canadienne-française, qui contrôlait le Parti libéral, pour se convertir, par l'intermédiaire de l'intervention économique de l'État (S.G.F., Sidbec, etc.), en une bourgeoisie monopoliste.

Pas plus qu'il n'est un "sujet", l'État n'est pas une "chose", un instrument ou un outil entre les mains d'un groupe ou d'une classe sociale particulière : élément central du champ politique, celui-ci est d'abord l'expression d'un rapport de force. Or, dans les formations sociales économiquement dépendantes, où la bourgeoisie autochtone est faible ou fragile, ce rapport se caractérise par le poids qu'y acquiert la petite-bourgeoisie : c'est en effet dans et par l'État que celle-ci se constitue, se maintient et peut aussi parfois se transformer en bourgeoisie. Une analyse minutieuse du développement des professions libérales et de diverses occupations au Québec permettrait de mieux cerner cette fonction spécifique de l'État : ainsi, la constitution de nombreuses disciplines scientifiques (génies civil et minier, sciences agronomiques et biologiques, sciences psychologiques et sociales, etc.) est étroitement dépendante de l'élaboration de politiques gouvernementales et de l'ouverture de postes dans la fonction publique provinciale. Quant aux réformes du système d'enseignement (Rapport Parent) et du système de santé (Rapport Castonguay), elles n'ont pas, même si tel est leur objectif explicite, comme seul effet de démocratiser l'accès à ces services publics. par l'ouverture du nouveaux postes (élargissement de l'enseignement des sciences, des sciences humaines et des sciences sociales aux niveaux collégial et universitaire, introduction des services psychologiques, du nursing communautaire et de l'animation sociale dans les CLSC, création de groupes de recherches dans les Ministères de l'Éducation et des Affaires Sociales, etc.), l'on assure à la petite bourgeoisie un mécanisme de reproduction tout en lui fournissant par ailleurs les moyens (éducatifs, etc.), pour réussir des conversions sociales ou des bifurcations de carrière ⁵. Enfin, des mesures "nationalistes" telles la nationalisation de l'électricité et la création de l'Hydro-Québec, remplissent une fonction similaire : tout en fournissant de meilleurs services à l'ensemble des

⁵ Le développement récent de l'éducation permanente en milieux universitaires peut aussi être analysé de la même façon. Par- exemple, la création de certificats en animation de la vie étudiante ou en information professionnelle n'a pas pour seule fonction de combler une lacune au niveau de la main-d'œuvre : elle permet aussi à des enseignants de quitter la position d'instituteur, qui est actuellement relativement moins bien rémunérée et moins prestigieuse qu'auparavant, pour accéder à celle de "professionnel de l'éducation". De même, les nouveaux certificats en nursing communautaire assure à des infirmières, probablement celles qui possèdent un capital social élevé (origine sociale, relations sociales, etc.), la possibilité d'échapper à la (relative) prolétarisation de leur métier et d'acquérir, dans le cadre des CLSC des salaires plus élevés et surtout de meilleures conditions de travail (horaires, relations de travail, autonomie, etc.).

diverses régions du Québec, ces mesures permettent en effet d'accroître le nombre d'ingénieurs francophones au sein de l'Hydro-Québec et leur permettant d'accéder, en plus grand nombre et plus rapidement, aux postes supérieurs.

Cependant, en raison même des limites structurelles de l'action de l'État provincial québécois, qui, même s'il est relativement autonome (champs propres de taxation, juridiction sur l'éducation, etc.), n'est qu'une composante de l'État fédéral canadien, la possibilité pour la petite-bourgeoisie francophone de se servir de l'État tout en le servant est objectivement restreinte. Celle-ci n'a en fait pas d'autre alternative que d'exiger une nouvelle division du travail de gestion politique au Canada et par là même d'"investir" plus énergiquement dans la nationalité en opérant un rapprochement et une alliance avec les éléments nationalistes de la petite bourgeoisie traditionnelle (et avec certains éléments de la bourgeoisie québécoise): scission au sein du Parti Libéral québécois, organisation des États généraux, mise sur pied du Mouvement Souveraineté-Association, création du Parti Québécois, lutte contre les bills 63 et 22, lancement du journal indépendantiste *Le Jour*, etc. Et si pour cette classe, le processus de l'indépendance apparaît de plus en plus irréversible, c'est que l'indépendance politique constitue la condition même de sa "survivre", i.e. du maintien et de l'amélioration de sa position sociale. En raison même de sa position sociale intermédiaire (et d'intermédiaire) qui la prédispose à privilégier la "question nationale", et aussi de son rapport particulier à l'État québécois, il y a donc une faible probabilité que la (nouvelle) petite-bourgeoisie francophone puisse abandonner ses revendications nationalistes ou que ses éléments progressistes participent à un mouvement ouvrier indifférent ou peu sensible à la "question nationale".

Socialisme et indépendance

[Retour à la table des matières](#)

L'on a souvent déploré depuis quelques années, l'absence au Québec d'une véritable organisation politique autonome de la classe ouvrière et, plus largement, de profondes traditions socialistes. Et, dans une certaine mesure, l'on n'avait pas totalement tort de considérer la "question nationale" comme le principal obstacle à la constitution d'une telle organisation, mais si tel est le cas, la raison n'en est pas seulement que la recherche d'une identité nationale tend toujours à édulcorer les différences et les oppositions de classes:

beaucoup plus déterminant est le fait que cette question mobilise de très nombreux éléments progressistes ou, diront certains, anti-monopolistes de la (nouvelle) petite-bourgeoisie et qu'elle empêche son alliance avec la classe ouvrière. Or, dans un pays où le prolétariat agricole est quasi-inexistant et où la proportion des travailleurs manuels dans la population active est en régression, cette alliance est indispensable à la constitution d'un large mouvement socialiste susceptible de conquérir le pouvoir politique. Jusqu'à cette date, la petite-bourgeoisie québécoise francophone fut, en raison de la faiblesse de la bourgeoisie autochtone, constamment sollicitée pour accomplir la fonction d'"intermédiaire" à la fois entre les classes sociales et les groupes ethniques et reçut de nombreuses gratifications matérielles et symboliques. Et ce n'est pas un hasard s'il n'existe pas vraiment ce qu'on pourrait appeler une intelligentsia prolétaroïde québécoise : aussi radicaux que furent leurs propos et écrits, les intellectuels québécois se sont habituellement vus attribués des postes dans l'enseignement et la fonction publique et des responsabilités politiques ou syndicales.

Mais faut-il en conclure que dans un tel contexte, la tâche première est, pour la gauche québécoise, d'appuyer voire même de s'intégrer au mouvement nationaliste québécois et de contribuer à la réalisation d'une social-démocratie? Certains diront que dans le contexte géopolitique nord-américain, il n'y a pas, pour la classe ouvrière québécoise, d'autre choix. Par ailleurs, d'autres affirmeront que la classe ouvrière canadienne de langue française et de langue anglaise doit lutter, au sein des mêmes organisations syndicales et politiques, pour la constitution d'un Canada indépendant (des États-Unis) et socialiste parce qu'elle a un même et seul ennemi, la bourgeoisie canadienne (et plus largement, ajouterons quelques-uns, l'impérialisme américain).

Ces analyses rapides et superficielles de la "question nationale", qui conduisent soit à l'adhésion inconditionnelle au programme du Parti québécois soit à l'adoption d'une attitude caricaturalement intransigeante et intolérante à l'égard du Gouvernement péquiste ont comme faiblesse commune d'ignorer que la classe ouvrière québécoise puisse avoir aussi des intérêts à "investir dans la nationalité", ou tout au moins, à ce que la (nouvelle) petite-bourgeoisie québécoise francophone réalise l'indépendance.

Historiquement, au moment même de sa constitution, la classe ouvrière québécoise de langue française s'est trouvée confrontée à un patronat largement anglo-saxon : la langue anglaise, qui était celle des dirigeants des entreprises où s'engageaient les Canadiens français lorsqu'ils quittaient la campagne ou abandonnaient un métier indépendant, apparut, à plusieurs comme celle de l'exploitation. De plus, devant la menace d'un syndicalisme international non-catholique, des éléments petits-bourgeois et cléricaux ont rapidement réagi en organisant un mouvement syndical à la fois nationaliste et catholique (C.T.C.C.) : cette forme de syndicalisme était, dans une certaine

mesure, en harmonie avec la position d'une fraction de la classe ouvrière canadienne-française qui était demeurée soumise au clergé et qui, maîtrisant mal l'anglais, était peu disposée à s'intégrer à un vaste mouvement syndical canadien ou international dans lequel elle n'aurait eu d'autre statut que minoritaire.

Depuis la Seconde Guerre Mondiale, le capital (économique) est toujours "anglophone", mais son principal détenteur n'est plus seulement la bourgeoisie canadienne-anglaise, mais aussi la bourgeoisie américaine⁶. Par ailleurs, la croissance de la C.T.C.C., qui se déconfessionnalise pour devenir la C.S.N., est loin d'enrayer le développement du syndicalisme international, dont l'enracinement est particulièrement solide dans les grandes entreprises monopolistes et dans le secteur de la construction. Tout porte donc à conclure que la classe ouvrière canadienne de langue anglaise et de langue française n'a qu'un seul ennemi commun, l'impérialisme américain et qu'elle doit lutter dans l'unité pour constituer un Canada indépendant (des États-Unis) et socialiste... Cependant, la situation est plus complexe puisque d'une part toute lutte contre le capitalisme et, l'impérialisme américain passe toujours par la lutte contre la bourgeoisie nationale (canadienne) et que d'autre part l'adoption, par une classe, de positions politiques ne peut jamais s'effectuer indépendamment des positions que prennent les autres groupes, fractions et classes sociales.

Si jusqu'à date, la présence de militants québécois de langue française au sein de mouvements et de partis politiques de gauche (C.C.F., P.C.C., N.D.P.) fut faible et marginale, la raison première n'en est pas la faible sensibilité de ces mouvements et partis à l'égard de la "question nationale" et leur faible disposition à offrir à ces militants un statut autre qu'éthique ou minoritaire. Aussi souhaitable soit-elle, la seule reconnaissance, par le mouvement ouvrier canadien anglais, du droit du peuple québécois à l'autodétermination ne réglerait pas (magiquement) le problème ! Un des principaux obstacles à la réalisation d'une unité d'action de la classe ouvrière canadienne est l'avantage que la classe ouvrière québécoise semble tirer des réformes mises de l'avant par la petite-bourgeoisie québécoise (nationaliste) : celle-ci n'a en effet pu mener à terme certaines réformes de la "Révolution tranquille" qu'à la condition de s'assurer l'appui d'éléments du mouvement ouvrier et d'en payer le prix

⁶ Dans le secteur manufacturier, il y a entre 1961 et 1969 un accroissement du contrôle étranger (américain); le pourcentage des établissements sous contrôle étranger passe en effet de 34.8% à 40% alors même que les établissements sous contrôle canadien-anglais diminue (de 51.1% à 42%). De plus, le capital étranger s'approprie de façon dominante les grandes industries les plus productives et les plus lourdes (pétrole, chimie, tabac, industries métalliques, produits minéraux non-métalliques, caoutchouc, matériel de transport). Quant au poids des Canadiens-français dans le secteur industriel manufacturier, il demeure toujours faible même s'il, y a un léger progrès (de 14.1% à 18%). (Arnaud Sales, *Les Industriels au Québec et leur rôle dans le développement économique*, Groupe de recherche sur les élites industrielles au Québec, Université de Montréal, janvier 1976).

(accès plus facile à l'éducation et aux soins de santé, mise sur pied d'un meilleur système de pensions, syndicalisation de la fonction publique, modification du code du Travail, hausse du salaire minimum, etc.). Quant à l'appui récent au Parti québécois de diverses fractions de la classe ouvrière québécoise et aussi de certains éléments du mouvement syndical, il manifeste l'intérêt que ceux-ci avaient à renverser le gouvernement Bourassa et à mettre en place une gestion politique provinciale plus efficace et plus progressive. D'ailleurs, lors des élections du 15 novembre dernier, tous ceux dont le maintien ou l'amélioration des conditions d'existence étaient dépendants d'une meilleure gestion gouvernementale et d'une intervention plus énergique de l'État québécois semblent avoir voté pour un candidat du Parti québécois : ouvriers syndiqués, professeurs et membres de la Fonction publique, cultivateurs, habitants des régions éloignées. Tout l'art du Parti québécois, au cours de la dernière campagne électorale, fut de réussir, en modifiant son style et même son vocabulaire politique⁷ et en présentant l'indépendance comme un processus (par étapes) conditionnel (au référendum), d'incarner le rêve (national) et le réformisme : comme tout parti qui parvient à acquérir la "légitimité nationale" - être le porte-parole légitime de la collectivité québécoise - tout en pouvant offrir les garanties d'une administration efficace et honnête, celui-ci avait alors de fortes chances d'élargir sa base électorale et de "gagner ses élections".

L'étude empirique du nationalisme, qui consiste habituellement en l'analyse des résultats d'une élection ou des réponses à une enquête d'opinions, incline à adopter facilement une théorie substantialiste qui abstrait la classe de ses relations avec les autres classes et à interpréter un pourcentage élevé

⁷ Le vocabulaire qu'utilisa le Parti québécois au cours de la campagne électorale pour caractériser le (futur) gouvernement péquiste est en effet très révélateur : tout en conservant certains attributs - modernisme, pragmatisme, dynamisme et compétence (scientifique) - de la nouvelle bourgeoisie canadienne-française qui comprend principalement des cadres des grandes entreprises d'État et des grandes entreprises coopératives, celui-ci a construit sa (nouvelle) éthique politique et aussi son image publique en s'inspirant principalement de la morale petite-bourgeoise : défense de l'honnêteté et de l'intégrité, appel à la responsabilité individuelle (de chaque citoyen), valorisation du travail et de l'ardeur au travail, esprit de sérieux, vague humanisme, etc. Par ailleurs, le Parti québécois a évité de mettre en évidence son caractère "jeune", "dans le vent". qui s'était auparavant manifesté par des audaces publicitaires (recherches esthétiques, etc.), des grands rassemblements joyeux et turbulents, la référence à des innovations culturelles, sociales et économiques étrangères (Suède), le recours à un discours lettré "socialisant", etc. Même ses principaux leaders ont modifié leur comportement public, leur tenue vestimentaire et leur vocabulaire politique. Ainsi, le président du Parti, René Lévesque a abandonné son style décontracté, "débraillé". et quelque peu agressif (hargneux, disaient certains) pour apparaître plus sobre, plus discret et plus calme, mais tout en «faisant plus sérieux», ce journaliste (urbain), fils de notable (de province) n'a pas pour autant délaissé la distance à son rôle (d'homme politique) qui l'a toujours caractérisé. De même, le professeur d'université et économiste de grande famille (financière) qu'est Jacques Parizeau, s'est présenté non plus seulement comme un spécialiste sérieux et distant, mais aussi comme un notable local affable et bon vivant. Ne se sont pas totalement trompés ceux qui ont perçu dans ce changement de style une certaine modification idéologique (plus conservatrice).

d'appui au mouvement nationaliste parmi les membres de la classe ouvrière québécoise comme l'indice d'une conscience "naturellement" nationaliste. En fait, la classe ouvrière québécoise n'est concernée par la "question nationale" que parce que cette question préoccupe et mobilise la (nouvelle) petite-bourgeoisie et que la lutte que celle-ci mène peut servir certains de ses intérêts : division et affaiblissement de la bourgeoisie canadienne, adoption de politiques d'immigration et de développement économique qui "protègent" et favorisent certains secteurs d'emploi, etc. D'ailleurs, il n'est pas impossible que la réalisation d'une indépendance politique totale, qui objectivement ne sert pas les intérêts de la bourgeoisie canadienne et qui exige l'appui explicite de la classe ouvrière québécoise, oblige le parti indépendantiste à adopter une ligne ou un programme politique spécifiquement socialiste. Nationalisme et socialisme ne peuvent être dissociés parce que la réalisation de l'un ou de l'autre objectif exige l'alliance ou, tout au moins, le rapprochement des classes ouvrière et petite-bourgeoise, qui ont des intérêts à la fois communs et contradictoires.

Parce que principalement composée d'intellectuels et de ce fait, prédisposée à mettre en marche la dialectique de la distinction non seulement au niveau du style de vie mais aussi au plan des options politiques, la tentation est actuellement grande, pour la gauche québécoise, qui est encore éparpillée dans diverses organisations politiques, d'entrer dans le jeu du refus refusant d'autres refus : tout se passe comme si, l'indépendantisme n'étant plus une option politique rare, cette gauche qui fut au cours des années 1960 laïciste, socialiste et indépendantiste, préférerait maintenant s'intégrer à un vaste mouvement politique pan-canadien plutôt que de tenter une radicalisation du Parti québécois en faisant perdre à la petite-bourgeoisie son hégémonie au sein du parti (et du gouvernement) ou, si une telle radicalisation apparaissait impossible, de provoquer au sein du P.Q. une scission amenant les membres les plus progressifs à s'allier aux militants, d'un parti ouvrier québécois solidement appuyé par les diverses centrales syndicales, Pourtant, à moins qu'elle ne veuille se marginaliser complètement ou s'emprisonner dans la stratégie de la "main tendue (à l'État) et de l'œil ouvert", telle est bien la seule alternative qui s'offre à la gauche québécoise et qui lui permet à la fois de s'élargir, d'introduire de nouvelles formes de mobilisation et de véhiculer les véritables revendications populaires. Il semble, en effet, peu probable que la légitimation d'un véritable changement (socialiste) puisse se faire, au Québec, sans référence aucune à une profonde tradition (nationaliste).

Fin du texte